Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 135 (1990)
Heft: 6

Artikel: 24 janvier 1990 : commémoration de l'indépendance vaudoise
Autor: Perrin, Jacques
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-345010

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

24 janvier 1990: commémoration de l'Indépendance vaudoise

par le colonel EMG Jacques Perrin

Appelé à prononcer le toast à la patrie lors de la commémoration du 24 janvier de l'Association vaudoise du SFA, le colonel EMG Jacques Perrin s'est exprimé en des termes dignes de retenir l'attention. Nous le remercions d'avoir autorisé la RMS à publier son texte auquel nous n'avons pas changé une virgule. (Réd.)

Commémorer l'Indépendance vaudoise c'est saisir l'occasion à chaque 24 janvier de se tourner vers le passé et de rappeler comment on en est arrivé à la Révolution vaudoise de 1798, de rappeler ce qui s'est passé le jour de la libération et quelles ont été les actions entreprises pour maintenir cette indépendance. C'est aussi avoir un sentiment de reconnaissance pour les hommes qui ont fait l'Histoire.

Force est de constater qu'il n'a pas suffi de briser les chaînes bernoises un certain 24 janvier 1798, mais que par la suite, le Pays de Vaud a connu des luttes intestines et a dû subir des interventions étrangères. Il a bien fallu cinq ans avant que l'on puisse inscrire «Liberté et Patrie» sur le drapeau vert et blanc.

Dans les années qui suivirent l'entrée du canton de Vaud dans la Confédération, les cantons suisses ont voulu sauvegarder leur indépendance en créant un mécanisme de sécurité collective qui, conjuguée à la neutralité, leur a permis de survivre dans un premier temps, puis de s'affirmer. Les cantons se sont donc unis pour leur défense commune. Les chartes d'alliance, puis le Pacte de 1815 et enfin les deux Constitutions fédérales et la création d'une armée fédérale sont autant de preuves que l'Histoire suisse est d'abord militaire et que le premier souci des Etats confédérés a été et demeure la sécurité, seule garante de l'indépendance.

Commémorer l'Indépendance vaudoise c'est regarder le présent en face et constater les bouleversements survenus à un rythme accéléré en cette fin de décennie et à l'aube des années 90.

A l'étranger, ce sont les événements des pays de l'Est qui ébranlent les alliances économiques et militaires des pays du Pacte de Varsovie, qui lézardent la grande Maison russe. A l'Ouest, c'est la valse des alliances économiques possibles: marché unique, espace économique européen, réunification des deux Allemagnes.

Et au cœur de l'Europe, il y a la Suisse qui ne sait pas encore sur quel pied danser cette valse des alliances et qui, par conseillers fédéraux et diplomates interposés, multiplie les démarches pour s'imposer, faire valoir son dossier et fructifier ses atouts dans la future et nouvelle organisation écono-

mique européenne, dans les nouvelles relations politiques et peut-être dans les nouvelles alliances militaires.

Sur le plan intérieur, et comme souvent chez nous, une révolution silencieuse, quasi sournoise: appelés à dire leur opinion sur la question, à peine deux tiers des Suisses sont favorables à une Suisse disposant d'une armée. Sitôt le verdict tombé, on s'interroge: le système de milice, l'esprit de milice qui caractérise notre organisation militaire n'imprime-t-il plus nos mœurs, ne détermine-t-il plus notre sentiment patriotique? Le peuple en armes n'est-il plus une réalité psychologique qui tournait presque au mythe? Tandis que certains s'interrogent encore, recherchent les causes de cette dégradation, ceux qu'en d'autres temps on aurait appelés perdants n'acceptent pas la «dictature de la majorité» propre à notre système démocratique et avec 35% de voix clament leur triomphe. Du coup, la classe politique et les militaires sont déstabilisés. Chacun navigue à vue: le militaire en décidant la semaine de cinq jours à l'école de recrues, le politique en jouant à la retirette s'agissant de l'achat d'avions de combat. Les concepts d'organisation, les plans directeurs éclatent comme s'il s'agissait de calmer très vite ceux qui ont dit non pour que cela change. Même si l'on ajoute la création d'un ombudsman pour les recrues et une nouvelle réglementation touchant les objecteurs de conscience, toutes ces mesures n'apparaîtront que comme des réformettes, faites dans la précipitation, comme si l'on ne voulait que la réfection de la façade de la maison militaire, comme si l'on oubliait que Rome ne s'est pas faite en un jour.

Commémorer l'Indépendance vaudoise c'est surtout jeter un œil sur l'avenir et voir les conditions favorables à créer pour garantir notre indépendance demain.

Des réformes fondamentales sont nécessaires, mais s'il est urgent d'attendre c'est pour pouvoir prendre un certain recul dans l'examen de la situation politique internationale, dans l'examen des négociations sur le désarmement en cours et sur la volonté réelle des deux blocs de réduire leur effort militaire, sur l'examen de l'engagement de la Suisse dans des opérations visant à contrôler le respect des conventions de désarmement ou à assurer la paix dans certaines parties du globe. De ces réflexions résultera peut-être une nouvelle mission donnée à notre armée. En attendant, et pour l'instant, la mission actuelle demeure: garantir l'intégralité du territoire, garantir la paix intérieure, le cas échéant aider la population en cas de catastrophe.

Des améliorations touchant l'organisation et l'instruction sont indispensables pour refaire l'image de notre armée de milice et pour l'adapter à l'évolution de la société dans laquelle vivent et travaillent les cadres et les miliciens. Il faut améliorer la communication pour mieux vendre l'armée et la politique de défense générale.

Sur le plan de l'organisation, c'est le concept de l'armée 1995 dont l'objectif est de maintenir la sécurité tout en réduisant l'appareil.

Confronté à des problèmes d'effectif, confronté à des difficultés de trouver du personnel qualifié, de disposer de moyens financiers suffisants et de terrains pour l'instruction, devant faire face à une évolution de la menace nécessitant une modification des accents principaux du combat, le chef du Département militaire fédéral propose d'améliorer l'efficience, c'est-à-dire de garantir le même degré de protection tout en réduisant le personnel et les dépenses. Il ne s'agit certes pas de céder à l'esprit du moment, mais bien de rechercher une plus grande flexibilité.

Les problèmes touchant l'instruction, la marche du service et la conduite doivent également être réétudiés et des solutions modernes doivent être rapidement trouvées afin d'effacer les malaises régnant dans la façon dont l'armée est perçue: instruction des recrues, perfectionnement des soldats, formation et comportement des cadres, tenue, horaires de travail, obligations hors service (tir et inspection), meilleure prise en compte des difficultés professionnelles rencontrées par le citoyen-soldat appelé au service.

La balle est maintenant dans le camp des responsables militaires et politiques. Nous attendons d'eux de la rigueur et de la clarté: qu'ils fixent les objectifs à atteindre, qu'ils définissent le concept ou le plan directeur avec son catalogue de mesures et qu'ils donnent les moyens de les réaliser.

Et en attendant les propositions, que les parlementaires ne cèdent pas à la tentation démagogique en faisant des rabais sur l'équipement et l'armement de notre armée; et en attendant, que ceux qui savent ce qu'est la défense générale expliquent à la majorité des citoyennes et citoyens qui ne font pas de service que l'armée est l'outil principal de la politique de sécurité. Car rappelons-nous que l'expérience prouve que les phases de détente et de paix peuvent rapidement faire place à des phases de confrontations accrues, de conflits et de guerre. Dans ce contexte, il est certain qu'une armée crédible reste le moyen le plus sûr de sauvegarder la paix dans l'indépendance. Cette armée coûte du temps et de l'argent aux citoyens, mais la liberté est à ce prix pour que vive notre patrie.

J. P.